

2022

L'État dans la Somme



Étienne STOSKOPF
Préfet de la Somme

Soutien à l'économie et à l'emploi

L'État lutte contre les crises
économiques et prépare l'avenir

• ÉCONOMIE

Plan de relance et Plan de résilience :
le bilan

43,323 millions d'€ accordés aux entreprises par
les dispositifs d'aide.

- 2,1 millions d'€ pour l'activité partielle
- 1,9 millions d'€ d'aides versées au titre des aides du Fonds de solidarité, pour 5 entreprises
- 1,1 millions d'€ au titre du dispositif coûts fixes pour 42 bénéficiaires ;
- 1 million d'€ dans le cadre du guichet d'aide au paiement des factures de gaz et d'électricité pour 3 entreprises.

**37 millions d'€ de prêts garantis par l'État pour
150 entreprises**

France 2030



Stratégie d'investissement au travers d'un plan national de 54 milliards € pour 5 ans, France 2030 vise l'excellence, fait de la décarbonation de l'économie un enjeu majeur, et mise sur les acteurs émergents et sur les territoires, pour stimuler les écosystèmes et les acteurs établis.

En Hauts-de-France se sont 81 projets lauréats en 2022 et 233,3 M€ engagés (hors fonds propres et aides guichets Bpifrance), dont 50,4 M€ répartis en 35,9 d'avances remboursables et 14,5 de subventions directes pour la Somme. Par exemple, France 2030 soutient la construction d'un outil industriel innovant (projet EUROJECT) permettant de remplir 1 milliard de doses prêtes à l'emploi de vaccins anti-COVID à un coût unitaire inférieur à celui de la présentation en flacon multidose. Le projet d'Unither à Amiens a été soutenu et permettra la création de 200 emplois.

Fonds Social Européen

Doté d'un budget de près de 99,3 milliards € pour la période 2021-2027, le Fonds Social Européen + apporte une contribution importante aux politiques de l'Union européenne en matière sociale, d'emploi, d'éducation et de compétences.

Le lancement régional du programme FSE + a eu lieu le 14 décembre 2022 à Amiens.

La région des Hauts-de-France dispose d'une enveloppe de 285,8 millions €, dont 12 millions € pour le conseil départemental de la Somme, afin de favoriser l'inclusion active et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion.



• EMPLOI ET FORMATION

Aider les personnes les plus
éloignées de l'emploi

• Plan « un Jeune une solution : 1356 entrées en contrat engagement jeune, 2022 entrées en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie et 5 820 contrats d'apprentissage.

• Près de 1 150 Équivalents Temps Plein conventionnés dans 57 structures agréées.

• Contrats aidés : 675 parcours emploi compétences signés par des employeurs du secteur non marchand, 771 contrats initiative emploi signés par des employeurs du secteur marchand et 347 emplois francs signés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.



Accompagner les entreprises

Les délégués départementaux à l'accompagnement des reconversions professionnelles sont chargés d'anticiper et de faciliter les mutations économiques, de prévenir les licenciements, d'accompagner les salariés en cas de restructuration, et de lutter contre les tensions dans les recrutements.

164 entreprises contactées et 60 rencontres partenaires organisées.



Accompagner la transition énergétique

L'État investit massivement dans
la décarbonation

Présidence française du Conseil de l'Union
européenne

Amiens a accueilli, du 20 au 22 janvier 2022, des réunions informelles des ministres chargés de l'Environnement (ex : nouvelle économie de l'hydrogène) et des ministres de l'Énergie (protection des consommateurs face à la volatilité des prix de l'électricité et du gaz). Les ministres des pays membres de l'UE se sont retrouvés pour deux sessions conjointes, l'une sur le rôle de la forêt et du bois dans les politiques climatiques, énergétiques et environnementales, et l'autre sur la « transition juste ».



Barbara Pompili lors de sa visite à l'YNSECT

Création d'une nouvelle ligne électrique aérienne à haute tension entre Amiens et Petit-Caux (76)

Portée par RTE, elle a pour objectif de prendre en charge une augmentation de la production d'électricité décarbonée sur la façade Manche-Mer du Nord et répondre aux besoins grandissants en électricité (hausse de 40% prévue d'ici 2050). 2 concertations ont été organisées en 2022 : une à destination des nombreuses parties prenantes (communes, intercommunalités, chambres consulaires, services de l'État, associations...) et une autre, organisée par la commission nationale du débat public, élargie au public.

Efficacité énergétique

- 7 978 dossiers Ma Prime Renov' en 2022 pour un total de 30 488 117 €, soit une augmentation de 5,93 % par rapport à 2021.
- Le développement des opérations d'amélioration de l'habitat (OPAH) se poursuit. Ces dispositifs opérationnels couvrent désormais 6 intercommunalités sur 16, contre une seule fin 2019. 55 % des logements rénovés au titre des OPAH le sont dans le cadre des actions programmées de l'ANAH (37,8 % en 2021).



Agir pour la cohésion sociale, la jeunesse et les sports

L'État agit pour l'accès de tous les publics à un hébergement, une formation, un emploi

• PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES

Asile et intégration

• 9,5 millions € et 1281 places consacrés à l'hébergement des demandeurs d'asile. En 2022, 15 nouvelles places de centre d'hébergement ont été créées pour les réfugiés. 1,6 millions € sont mobilisés pour favoriser l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale (accès aux droits, formation linguistique et professionnelle, accompagnement vers l'emploi et le logement...).

• Le département s'est aussi mobilisé pour accueillir 460 personnes déplacées d'Ukraine avec la création d'un centre



d'accueil et d'information, la mise à disposition de 140 places d'hébergement et de 150 places en logement. Ce à quoi s'ajoute la forte mobilisation des citoyens, qui ont hébergé 130 personnes.

Lutte contre la pauvreté

• 2,4 millions € ont été accordés pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et la levée des freins périphériques dont la mobilité et la lutte contre la fracture numérique. 0,8 M € complémentaires sont venus soutenir l'aide alimentaire, l'accès aux droits, la domiciliation, la prévention des situations d'endettement dans le cadre des Points Conseil Budget.

Protection de l'enfance

• L'État a soutenu l'action du conseil départemental en matière de prévention et de protection de l'enfance, à hauteur de 1,5 millions €. Par ailleurs, une dizaine de département, dont la Somme, expérimente le comité départemental pour la protection de l'enfance de la Somme. Il a été lancé le 17 avril 2023 en présence de Charlotte Caubel, chargée de la protection de l'enfance. À cette occasion, la Maison d'enfants à caractère social (MECS) d'Albert a été inaugurée.

• JEUNESSE, SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE

• 23 projets éducatifs de territoire signés, soit près de 248 communes et une couverture de plus de 33% du territoire.

• 174 Samariens ont bénéficié du dispositif de service national universel contre 90 en 2021. Les 4 séjours organisés en 2022 ont permis d'accueillir 392 jeunes des autres départements



• 395 jeunes en mission de service civique, soit + 121 missions par rapport à 2020.



• 296 020 € du fonds pour le développement de la vie associative accordés à 167 porteurs pour une subvention moyenne de 1 641 €.

• 8 735 personnes ont bénéficié du Pass'sport pour une somme globale de 436 750 € attribuée par 481 clubs, ce qui a permis une augmentation de près de 30% du nombre de bénéficiaires par rapport à 2021.



• SANTÉ



L'Agence régionale de santé soutient des projets de grande ampleur via le plan d'investissement du Ségur de la santé avec une enveloppe de 1,4 milliards d'euros d'investissement pour soutenir les établissements sanitaires et médico-sociaux en Hauts-de-France. Dans la Somme, le centre hospitalier d'Abbeville bénéficie d'une aide fléchée de 20 M€ et qui a déjà pu restructurer ses activités de médecine, chirurgie, obstétrique ; le Groupement de Coopération Sanitaire Henriville bénéficie d'un accompagnement à hauteur de 7.5 M€ pour la construction d'un nouveau bâtiment de soins de suite et de réadaptation à Dury.

Dans le secteur médico-social, 31 EHPAD ont été soutenus avec près de 1.4 M€ alloués en 2022 avec le plan d'aide l'investissement du quotidien.



• FAVORISER L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

• Lancement du van itinérant "Nina et Simon.e", permanence mobile d'information sur le droit des femmes et la lutte contre le sexisme, les discriminations, les violences.

• Accompagnement soutenu des entreprises pour qu'elles se saisissent pleinement de "l'index égalité" comme outil d'auto-évaluation. Dans la Somme, le taux des entreprises déclarantes est de 88%, soit un taux supérieur au niveau régional (81,6%).



Assurer la cohésion territoriale

L'État accompagne le développement de tous les territoires en soutenant les investissements et le fonctionnement des collectivités

• LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ET MOBILE

France Mobile : priorité au déploiement des infrastructures de téléphonie mobile dans les zones non ou mal couvertes. La Somme bénéficie de 23 pylônes mutualisés avec les quatre opérateurs, permettant d'assurer une couverture mobile de qualité en 4G, et de 12 pylônes 4G fixe couvrant les zones où les débits Internet fixe ne sont pas satisfaisants.



30 conseillers numériques France services : accompagnent les Samariens dans leur appropriation des usages numériques quotidiens. 7940 accompagnements ont été réalisés au bénéfice d'environ 4000 usagers, principalement sur 3 axes : appropriation du matériel informatique (21 %), accompagnement aux démarches en ligne (20 %) et utilisation d'Internet (12 %).



France Très Haut Débit : a accéléré l'accès au très haut débit fixe. La fibre optique concernait 221 026 locaux raccordés au 31 décembre 2022. Par rapport à la même période de l'année passée, 27 105 nouveaux locaux ont été fibrés en 2022, faisant passer le taux de couverture de 57.7 % à 64.5 %.



Aidants Connect : est un service public numérique qui sécurise le fait qu'un aidant professionnel réalise une démarche administrative, pour le compte d'un usager. Au 31 décembre 2022, 20 structures ont été habilitées Aidants Connect et 108 aidants ont été formés.



• SOUTIEN À L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES

• 5 contrats de relance et de transition écologique (CRTE) signés entre l'État et les collectivités territoriales. Ces contrats sur mesure sont au service des projets stratégiques de chaque territoire et de l'État.

• L'État a mobilisé 22,7 millions € pour soutenir 473 projets d'investissements des collectivités.

• Le programme Petites Villes de Demain a permis de fortement accompagner les 21 communes concernées avec notamment la signature de 2 conventions d'opérations de revitalisation du territoire, l'une sur la communauté de communes de l'Est de la Somme (Ham et Nesle) et une autre sur la communauté de communes du Val de Somme (Corbie). Il s'est également traduit par l'accompagnement de 6 études pré-opérationnelles de trois OPAH.

• 21 France Services ouvertes qui permettent à chaque Samarien de réaliser ses principales démarches administratives dans un lieu unique. 9 ont été créées en 2022 dont une France Services itinérante sur le territoire de la communauté de communes Somme Sud Ouest.



Risques

• 90 % des 772 communes de la Somme sont touchées par un risque majeur.

• 11 plans de prévention des risques naturels approuvés : inondations, submersion marine, cavités souterraines approuvées et liées aux falaises. 1 étude d'opportunité pour étudier la nécessité d'élaborer un PPRN sur la vallée de l'Authie.

• 2 territoires avec une stratégie locale de gestion des risques inondations (Amiens et Abbeville).

• Plus de 325 000 € engagés au titre du Fonds Barnier.

• 18 demandes de reconnaissance de catastrophes naturelles instruites.

• Forte activité orageuse avec des dégâts matériels très importants sur le secteur de Conty (23 octobre).



Accompagner la filière agricole



• 143,6 millions € accordés au titre des politiques publiques, dont 106,8 millions € au titre de la politique agricole commune (PAC) et 12,6 millions € pour les aides conjoncturelles ou d'urgence.

• Installation du comité plénier dédié au mal-être agricole.

• Mise en place du schéma directeur régional des exploitations agricoles régulant l'accès au foncier, afin de favoriser l'installation d'agriculteurs ou de maintenir des exploitations à dimension économique viable ; 67 dossiers d'installation de jeunes agriculteurs instruits.

• 3 territoires engagés dans un programme alimentaire territorial, dont 2 s'inscrivent également dans le dispositif financé sur 3 ans par l'ADEME « réseau d'évitement du gaspillage local ».

• Nombreux cas d'influenza aviaire hautement pathogène découverts dans l'avifaune sauvage, essentiellement sur le littoral. 8 foyers ont également été détectés en élevage. Des mesures drastiques ont été prises pour ralentir la propagation du virus, tout en accompagnant les professionnels et les particuliers durement touchés. 687 500 € ont été mobilisés pour la gestion de cette crise.

Accompagner les grands projets de transports et de mobilité

Accompagner le développement économique et favoriser les mobilités au quotidien

- Barreau Picardie Roissy. Le projet a été déclaré d'utilité publique le 21 janvier 2022. Cette étape est essentielle car elle permet au maître d'ouvrage d'engager les procédures d'acquisition des terrains nécessaires à sa réalisation.

- L'État s'est engagé dans une requalification de l'aménagement de l'échangeur nord d'Amiens entre la RN 25 et la RN 1. Depuis juin 2021, les travaux sur l'échangeur nord d'Amiens ont permis la réalisation du nouveau giratoire nord. La phase n°3 s'est terminée fin mai 2022 avec l'ouverture à la circulation des deux nouvelles bretelles du quart sud-est de l'échangeur. De fin mai à début septembre 2022, les travaux ont concerné le quart sud-ouest de l'échangeur.

- Canal Seine Nord Europe. La consultation pour le marché de la conception-réalisation du pont-canal de la Somme a été lancée en octobre 2022. Sa construction commencera en 2025 et c'est un ouvrage exceptionnel et emblématique du futur canal. D'une longueur de 1 330 mètres, le pont-canal se situera à environ 30 mètres au-dessus du fleuve. Sa largeur sera de 45 mètres environ (34 mètres pour le plan d'eau), avec des trottoirs de 4,50 mètres de chaque côté pour permettre la traversée par les piétons et d'autres mobilités douces.



Accéder à la culture

L'État agit pour l'éducation artistique et culturelle, la transmission des savoirs, le soutien à la création, la connaissance, la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine.

Très durement touché pendant la pandémie, le monde de la culture samarien connaît aujourd'hui un réel renouveau, permis par le soutien de l'État durant la crise et l'abondance des productions depuis. En 2022, l'État a ainsi consacré 13,6M€ à ces actions sur le département.

• Micro Folie (musée numérique)

2 micro-folies (dispositif innovant de valorisation du patrimoine par le numérique) ont été inaugurées à Doullens et Rivery. La Communauté de Communes du Pays du Coquelicot a été retenue pour porter en 2022 un projet itinérant prévu pour le deuxième semestre 2023.



Myriam Garcia, Secrétaire générale de la Préfecture de la Somme lors de l'inauguration de la Micro Folie de Doullens

• Pass culture



Depuis le début de l'expérimentation, plus de 24 747 jeunes ont bénéficié du pass culture. 147 partenaires culturels et 17 collectivités territoriales proposent une offre.

• Contrats avec les collectivités

La DRAC est engagée avec plusieurs intercommunalités pour développer la lecture publique (5 Contrats Territoire Lecture en cours d'étude -CTL), l'éducation artistique (2 Contrats Locaux d'Education Artistique-CLEA) et des actions culturelles dans les territoires ruraux (2 Contrats Culture Ruralité -CCR). En 2022, la plupart de ces contrats sont arrivés à terme et se réinventeront en 2023.

• Monuments historiques

L'église de Saint-Valery-sur-Somme a été classée monument historique. La maison du Docteur Fernet à Albert et l'église de Saint-Maulvis ont été inscrites parmi les monuments historiques.

• Pôle de conservation des collections et futur conservatoire national de la presse à Amiens

Une convention de partenariat a été signée, le 4 mars 2022, entre la Bibliothèque nationale de France (BnF), les collectivités amiénoises, le département de la Somme et la région Hauts-de-France.

Elle définit le cadre de coopération entre la BnF, les acteurs territoriaux et régionaux, et présente les grandes caractéristiques du futur pôle et les engagements respectifs de chaque partie. Ce pôle, devrait être accessible au public à horizon 2028.

Enseignement supérieur, recherche et innovation

L'État soutient l'écosystème régional pour trouver les solutions aux transitions écologique, numérique et sociétale

L'Université de Picardie Jules Verne, avec près de 2 200 salariés, est un employeur parmi les plus importants de la région. :

- 31 000 étudiants, 4 domaines de formation, 35 unités de recherche (dont 6 associées au CNRS, 2 à l'INSERM et 1 à l'INERIS), 2 écoles doctorales, 11 UFR et 7 instituts.

- 6 campus : Amiens, Beauvais, Creil, Saint-Quentin, Laon, Cuffies-Soissons.

Un nouveau bâtiment, dédié à la mission de l'Institut Faire FACE a ouvert ses portes en mars sur le complexe du CHU Amiens Picardie. Il offre, au sein d'une structure architecturale originale, des locaux de recherche et d'enseignement pluridisciplinaire unique en Europe autour de la défiguration. La construction du bâtiment a bénéficié de 7,6 M € de FEDER.

Avec plus de 100 000 passages depuis sa création il y a 10 ans, SimUSanté a acquis une renommée régionale, nationale et internationale avec ses 4 000 m2 d'environnements de travail fidèlement reconstitués et ses outils pédagogiques de pointe. Dans un studio au sein de SimUSanté en décembre 2022, la WebTV Epione-SIMUTV est le premier média de ce type sur le territoire national, à destination des étudiants en santé, des lycéens, des professionnels, des patients et des citoyens.

Protéger les citoyens

• PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

- La délinquance a augmenté de 13,5 % par rapport à 2021 et retrouve un niveau similaire à l'année de référence 2019. Les atteintes aux biens représentent 51 % de la délinquance dans le département et les atteintes volontaires à l'intégrité physique 28 %.
- Les violences intrafamiliales sont en hausse de 16% sur un an et représentent 46% des atteintes volontaires à l'intégrité physique.
- 1 982 caméras de voie publique implantées dont 1086 installées en 2022. Plus de 150 000 € de subventions accordés par l'État en 2022.
- 287 visites des installations classées pour la protection de l'environnement.
- 992 établissements visités par les agents de la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (avec les recontrôles). 48 visites d'installations classées pour l'environnement réalisées par la direction départementale de la protection des populations ;
- 576 interventions sur le département pour un total de 65 tonnes de munitions récupérées.



- Activités du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) : 44 253 interventions en 2022 (+ 9,29 % par rapport à 2021) dont plus de 77% pour secours d'urgence aux personnes.
- Sécurité incendie des établissements recevant du public : 1437 dossiers instruits au sein de 79 commissions réunies. Près de 600 visites organisées au sein des établissements.
- La 1ère journée professionnelle des réseaux de lutte contre les violences a réuni le 25 novembre près de 300 acteurs sociaux, pour qu'ils se connaissent mieux et renforcent leurs coopérations dans l'accompagnement des victimes et les actions de prévention;
- Création de 20 places supplémentaires (soit 47 au total) d'hébergement et de logement d'urgence pour les femmes victimes de violences, réparties dans les bourgs des zones rurales du département.

• SÉCURITÉ ROUTIÈRE

- 39 tués sur les routes, en baisse de 10% par rapport à 2021 et en hausse de 15% par rapport à 2019, année de référence avant covid. La vitesse seule est la première cause d'accidents mortels (15%).
- 361 accidents, en baisse de 25% par rapport à 2021 et en baisse de 32 % par rapport à 2019.



• GARANTIR LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE

- Immigration clandestine : 54 tentatives de traversée vers le Royaume-Uni en 2022 (dont 7 départs réussis, 12 départs empêchés et 35 découvertes de matériel) en augmentation de 60 %. 87 % de mise en échec.
- 12 points de vente de drogues démantelés.
- Lutte contre les rodéos urbains : 830 contrôles réalisés aboutissant à 24 saisies de véhicules et 411 verbalisations.
- Opération d'abandon simplifié d'armes du 25 novembre au 2 décembre 2022 : 1 190 armes abandonnées et plus de 40 000 munitions collectées alors que la moyenne habituelle annuelle est de moins de 100 armes.

- 61 actions de prévention organisées en 2022, en augmentation de 52%
- 2 178 mesures de suspension de permis prises en 2022, en augmentation de 25% par rapport à 2021 et en baisse de 5% par rapport à 2019. 27 % des mesures concernent la vitesse, 40 %, l'alcool et 25 % les stupéfiants.



Modernisation et rationalisation des services

Réorganisation de la sous-préfecture de Montdidier

La sous-préfecture de Montdidier a été réorganisée sur décision du Président de la République le 29 décembre 2022 avec la nomination d'un sous-préfet. La proximité avec les élus et la population, et l'accompagnement des acteurs économiques du territoire dans leurs projets de développement, qui ont de fortes chances de se renforcer dans les prochaines années avec le CSNE, restent une priorité.

Un État exemplaire en matière de sobriété énergétique

Le plan de sobriété énergétique décline des actions immédiates (ex : consignes de chauffage et d'éclairages) et à moyen terme pour limiter l'impact numérique, encourager les mobilités douces (verdissement du parc automobile et implantation de bornes électriques, installation d'un stationnement sécurisé pour vélo) ou améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments (raccordement de l'ensemble des bâtiments de la préfecture et de la future cité administrative au réseau de chaleur d'Amiens Métropole).

La nouvelle cité administrative d'Amiens

Située à proximité immédiate de la gare, la cité accueillera 14 services, soit 1041 postes de travail. Elle offrira des espaces professionnels (salles de coworking, salles de réunion, salles de formation, locaux syndicaux) et des espaces de convivialité. Une salle polyvalente permettra la pratique d'activités sportives et culturelles, une crèche de 16 à 18 berceaux et un restaurant inter administratif seront également disponibles. Sa mise en service est prévue en 2024.



Communication

- 868 publications sur Facebook et 3 041 followers
- 850 followers Twitter
- 135 recueils des actes administratifs publiés
- 584 940 visiteurs sur le site Internet de la préfecture soit 1 711 154 pages vues
- 120 communiqués de presse publiés.

Contrôle de légalité et budgétaire

40 000 actes reçus sur l'année. Plus de 90% des actes ciblés comme prioritaires ont été contrôlés.